



**RAPPORT
DU COMITÉ
DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 20 (A/8020)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU COMITÉ
DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 20 (A/8020)



NATIONS UNIES
New York, 1970

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
ABREVIATIONS		iv
I. INTRODUCTION	1 - 12	1
II. RECOMMANDATIONS ET DECISIONS		
A. Rapport du Sous-Comité scientifique et technique	13 - 38	4
B. Rapport du Sous-Comité juridique	39 - 47	10
C. Rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe	48 - 59	12
ANNEXES		
I. Déclaration liminaire prononcée par le Président à la 85ème séance du Comité, le 1er septembre 1970		15
II. Rapport présenté au Comité à sa 90ème séance, le 8 septembre 1970, par le spécialiste des applications des techniques spatiales		19
III. Rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique		28
IV. Titre, préambule et treize articles du projet de convention sur la responsabilité pour les dommages causés par le lancement d'objets dans l'espace extra- atmosphérique, mentionné au paragraphe 43 du rapport du Comité		30
V. Liste des participants		35

ABREVIATIONS

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

I. INTRODUCTION

1. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 1er au 17 septembre 1970, sous la présidence de M. Heinrich Haymerle (Autriche). M. Gheorghe Diaconescu (Roumanie) a assumé les fonctions de vice-président, et M. Celso A. de Souza e Silva (Brésil) celles de rapporteur. Les procès-verbaux des séances du Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/PV.85 à 95.

Réunions des organes subsidiaires

2. Le Sous-Comité scientifique et technique a tenu sa septième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 14 au 24 avril 1970, sous la présidence de M. J. H. Carver (Australie). Les comptes rendus analytiques des séances du Sous-Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/C.1/SR.63, 64, 66, 68, 69, 70, 71, 74, 77 et 78. Le rapport du Sous-Comité a été distribué sous la cote A/AC.105/82.

3. Le Sous-Comité juridique a tenu sa neuvième session à l'Office des Nations Unies à Genève, du 8 juin au 3 juillet 1970, sous la présidence de M. Eugeniusz Wyzner (Pologne). Les comptes rendus analytiques des séances du Sous-Comité ont été distribués sous les cotes A/AC.105/C.2/SR.132 à 151. Le rapport du Sous-Comité a été distribué sous la cote A/AC.105/85.

4. Le Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe institué conformément à la résolution 2453 B (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968, a tenu sa troisième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 11 au 21 mai 1970, sous la présidence de M. Olof Rydbeck (Suède). Le rapport du Groupe de travail a été distribué sous la cote A/AC.105/83.

Treizième session du Comité

5. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 20 au 23 janvier 1970, pour discuter de l'organisation de ses travaux et de ceux de ses organes subsidiaires pour l'année à venir. Le programme de travail a été exposé par le Président dans une déclaration prononcée à la 84ème séance; cette déclaration résumait l'accord qui s'était fait lors des consultations entre les membres du Comité au cours d'une série de réunions officieuses.

6. A sa 85ème séance, le 1er septembre 1970, pour la reprise de sa treizième session, le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Déclaration du Président

3. Examen des rapports des organes suivants :

- a) Sous-Comité scientifique et technique (A/AC.105/82)
- b) Sous-Comité juridique (A/AC.105/85)
- c) Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83)

4. Rapport du Comité à l'Assemblée générale.

7. A la séance d'ouverture, le 1er septembre 1970, après avoir entendu la déclaration du Président reproduite en annexe I et une déclaration du secrétaire du Comité, le Comité a entamé un débat général au cours duquel des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Italie, Japon, Mexique, République arabe unie, Roumanie, Royaume-Uni, Suède et Union des Républiques socialistes soviétiques. Ces déclarations figurent dans les procès-verbaux des 85ème à 88ème séances. Les déclarations faites par les représentants de l'OMM, de l'UIT et de l'UNESCO sont reproduites dans le procès-verbal des 87ème et 91ème séances.

8. Au cours des discussions, les membres du Comité ont noté avec satisfaction que M. Humberto Ricciardi (Argentine) avait été nommé spécialiste des applications des techniques spatiales, conformément à la résolution 2601 A (XXIV) de l'Assemblée générale. A la 90ème séance du Comité, M. Ricciardi a fait une déclaration (voir annexe II).

9. Outre les rapports de ses organes subsidiaires, le Sous-Comité était saisi des documents suivants :

- 1. Rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/L.55) (voir annexe III);
- 2. Bibliographie partielle sur la télédétection (A/AC.105/L.56);
- 3. Note du Secrétariat sur le coût et l'exécution du programme de publications concernant a) l'intérêt et les avantages que présente la radiodiffusion par satellites avec emploi de récepteurs communautaires; b) l'étude des ressources terrestres par satellites; et c) les prédictions météorologiques fondées en partie sur les données recueillies par satellites (COPUOS/XIII session/CRP.1).
- 4. Note du Secrétariat sur les incidences financières et sur les autres incidences et avantages que présenterait l'organisation des futures réunions du Sous-Comité scientifique et technique au siège des commissions économiques régionales ou dans les pays qui pourraient l'inviter à y tenir ses réunions (COPUOS/XIII session/CRP.2).

10. A la 88ème séance, le secrétaire du Comité a informé les membres du Comité que, conformément aux résolutions par lesquelles l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de réduire au minimum le coût de la documentation, le Secrétariat avait adopté une nouvelle procédure concernant les rapports du Comité et de ses organes subsidiaires. Il a fait savoir que les rapports des organes subsidiaires seraient désormais publiés sous la même forme et dans la même quantité que le rapport du Comité lui-même, au lieu de paraître sous forme miméographiée comme auparavant. Cette procédure éliminerait la nécessité de joindre en annexe au rapport du Comité les rapports des organes subsidiaires. Le secrétaire a ajouté que la nouvelle procédure éliminerait les doubles emplois et permettrait de faire des économies considérables d'argent et de personnel, particulièrement pendant les périodes de pointe, lors des sessions de l'Assemblée générale; en outre, elle répondait aux besoins du Comité, qui souhaitait que ces documents soient disponibles sur une base permanente. Le Comité a approuvé la procédure proposée. Il a décidé d'autre part qu'à partir de 1971 les procès-verbaux de ses séances ne seraient pas rectifiés; en cas de besoin, les rectifications pourraient être apportées sous forme de déclarations faites à des séances ultérieures.

11. Le Comité a noté que les deux Sous-Comités avaient pris des dispositions satisfaisantes en ce qui concerne les recommandations formulées par le Comité à sa 84ème séance, le 23 janvier 1970, et tendant à ce que les Sous-Comités examinent au début de leurs sessions de 1970 s'ils pourraient réduire le nombre de séances faisant l'objet de comptes rendus afin de réduire les dépenses qu'entraînent l'établissement et la publication de ces documents. Le Comité a prié les Sous-Comités de maintenir la question à l'étude en vue de réduire au maximum ce type de dépenses.

12. Le Comité a adopté son rapport à l'Assemblée générale à sa 95ème séance, le 17 septembre 1970; les recommandations et décisions du Comité sont exposées ci-après. Une liste des représentants des Etats membres du Comité ayant assisté à la session, des observateurs des institutions spécialisées et du secrétariat du Comité est jointe en annexe (voir annexe V).

II. RECOMMANDATIONS ET DECISIONS

A. Rapport du Sous-Comité scientifique et technique

13. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Sous-Comité scientifique et technique sur les travaux de sa septième session (A/AC.105/82). Lorsqu'il a examiné les diverses recommandations contenues dans ce rapport, le Comité a exprimé les opinions exposées dans les paragraphes suivants.

Echange de renseignements

14. Le Comité a continué à penser que les rapports annuels soumis par les Etats Membres concernant les activités spatiales qu'ils réalisaient à l'échelon national ou dans le cadre d'une coopération internationale étaient un excellent moyen de favoriser l'échange de renseignements entre les divers pays. Il a donc prié les Etats Membres qui avaient fourni précédemment ces renseignements à l'Organisation des Nations Unies pour inclusion dans l'"Exposé des activités spatiales nationales ou fondées sur la coopération internationale" de continuer à le faire. Les divers rapports nationaux devraient porter sur l'année civile précédente et insister particulièrement sur les aspects des activités des Etats Membres qui avaient trait a) aux activités de coopération internationale et b) aux éléments nouveaux de nature à intéresser particulièrement les pays en voie de développement.

15. Le Comité s'est inquiété de constater une réduction sensible du nombre des Etats Membres qui fournissent des renseignements sur leurs programmes spatiaux nationaux ou sur leur participation à des programmes internationaux. Il a donc prié les Etats Membres qui ne l'avaient pas fait de fournir dès que possible les renseignements qu'ils souhaiteraient voir figurer dans le prochain exposé annuel.

16. Le Comité a pris note avec satisfaction du document intitulé "Examen des activités et des ressources que l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux compétents consacrent aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique", document qui, jusqu'à présent, a été publié tous les deux ans par le Secrétariat. Il a fait sienne l'opinion du Sous-Comité sur cette question, selon laquelle le Secrétariat devrait publier un supplément annuel à ce document afin de fournir aux Etats Membres des renseignements plus récents.

17. Lorsqu'il a examiné les moyens de développer l'échange de renseignements sur les avantages qui pourraient être retirés, à l'heure actuelle ou à l'avenir, des applications pratiques des techniques spatiales, le Comité a pris note du document de travail établi par le Secrétariat au sujet des coûts et de l'exécution d'un programme, modeste au départ, portant sur la publication de trois documents, rédigés en termes non techniques, concernant : la nature et les avantages de la radiodiffusion par satellites avec utilisation de récepteurs communautaires; l'étude des ressources terrestres par satellites; les prédictions météorologiques fondées en partie sur les données recueillies par satellites (COPUOS/XIII session/CRP.1). Le Comité a estimé, comme le Sous-Comité, qu'il

serait avantageux pour les fonctionnaires responsables du développement économique et technique dans leurs pays respectifs de pouvoir disposer de ces brochures. Il a pris note, en particulier, de la conclusion figurant dans le document de travail du Secrétariat, selon laquelle il existait actuellement, dans les domaines de la radiodiffusion par satellites et de la prédiction météorologique fondée en partie sur les données recueillies par satellites, un volume suffisant de publications des institutions spécialisées qui pourraient facilement être adaptées et publiées sous la forme envisagée par le Sous-Comité. Le Comité a prié l'UIT de procéder, en consultation avec l'UNESCO, à l'adaptation d'une brochure sur la première question et il a prié l'OMM d'en faire autant pour une brochure sur la seconde question. Il a noté également que le document de travail du Secrétariat signalait que dans la bibliographie partielle (A/AC.105/L.56) figurent un certain nombre de publications d'organismes nationaux qui traitent en termes non techniques de la question de l'étude des ressources terrestres par télédétection. Ces publications pourraient elles aussi être adaptées aux fins énoncées par le Sous-Comité au paragraphe 20 de son rapport.

18. Le Comité a également pris note du fait que lorsqu'il s'est employé à mettre au point d'autres moyens de nature à faciliter la diffusion des renseignements, le Sous-Comité a étudié la possibilité de tenir une de ses prochaines réunions au siège de l'une des commissions économiques régionales ou dans l'un des pays qui pourraient l'inviter à tenir ses réunions sur leur territoire. A ce propos, le Sous-Comité a prié le Secrétaire général d'établir un état des incidences financières et un exposé des autres incidences et des avantages que comporterait une telle éventualité, et il a demandé au Comité d'examiner la question à sa présente session. Le Comité a estimé, comme le Sous-Comité, qu'il importait de faire en sorte que les commissions économiques régionales se rendent compte de l'intérêt potentiel des applications spatiales; toutefois, après avoir tenu compte des divers éléments en jeu, et notamment de ceux qui étaient exposés dans le document de séance que le Secrétariat avait établi sur cette question, le Comité n'a pas été d'avis que c'est en tenant les réunions du Sous-Comité aux sièges des commissions économiques régionales que l'on atteindrait cet objectif de la façon la plus satisfaisante.

Encouragement des programmes internationaux; mesures de nature
à favoriser les applications des techniques spatiales

Programme de travail du spécialiste des applications des techniques spatiales

19. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du spécialiste des applications des techniques spatiales (voir annexe II), et il a fait siennes les recommandations qu'il contient au sujet des groupes techniques et des bourses d'étude. Il s'est déclaré convaincu que le Secrétaire général prendrait les mesures nécessaires pour donner suite à ces recommandations.

Réunion d'un groupe de travail sur l'étude des ressources terrestres par satellites

20. Le Comité a autorisé le Sous-Comité scientifique et technique, après avoir étudié les éléments mentionnés au paragraphe 23 2) a) à g) de son rapport, à déterminer à sa prochaine réunion s'il convient de réunir un groupe de travail

sur l'étude des ressources terrestres par satellites et, dans l'affirmative, à quel moment et à quelles fins particulières. Comme il importe de réduire au minimum les dépenses d'administration, le Comité a précisé que si l'on décidait de constituer ce groupe de travail, il devrait se composer de représentants des Etats membres du Comité et n'occasionner par sa réunion aucune dépense supplémentaire.

Groupes techniques sur les applications spatiales

21. Le Comité s'est intéressé tout particulièrement à la recommandation faite par le Sous-Comité en vue de faciliter au maximum la diffusion de renseignements sur les essais effectués actuellement et sur les applications pratiques des techniques spatiales; cette recommandation tendait à demander au Secrétaire général d'organiser les groupes techniques appropriés conformément aux dispositions énoncées aux paragraphes 24 et 25 du rapport du Sous-Comité. Le Comité a noté avec satisfaction que les représentants du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique et du Mexique avaient invité ces groupes techniques à observer les travaux d'application pratique des techniques spatiales actuellement en cours dans leurs pays respectifs. Il a également noté avec plaisir que le représentant de l'Inde avait annoncé que son gouvernement avait l'intention d'en faire autant. Il a recommandé que d'autres Etats Membres exécutant des programmes d'applications spatiales invitent de leur propre chef les groupes techniques à se rendre sur leur territoire. Le Comité a aussi pris note avec satisfaction du fait que les Etats-Unis d'Amérique organiseraient au printemps de 1971 un groupe d'études international sur les systèmes d'étude des ressources terrestres.

22. Le Comité s'est déclaré tout aussi satisfait que le Sous-Comité d'apprendre que la FAO organisait, en coopération avec la Division de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU, un groupe d'études sur la possibilité d'utiliser les satellites et d'autres moyens de télédétection pour la gestion des ressources alimentaires et pour d'autres domaines connexes. La FAO envisageait de réunir à Rome, au début de septembre 1971, une petite réunion d'environ cinq jours, à laquelle participeraient un nombre limité d'experts, pour déterminer les possibilités actuelles et futures de la télédétection qui présenteraient de l'intérêt pour le développement de l'agriculture dans le monde.

Bourses d'études

23. Dans le cadre des efforts qu'il déploie afin de favoriser la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le Comité s'emploie depuis plusieurs années à développer, à l'échelon international, les possibilités d'enseignement et de formation des spécialistes des Etats Membres dans le domaine des applications pratiques des techniques spatiales. A ce propos, il a noté qu'à la septième session du Sous-Comité scientifique et technique, certains Etats avaient manifesté de l'intérêt pour les possibilités de formation théorique et pratique offertes sous des auspices internationales, et il a appelé l'attention des Etats Membres sur l'offre des Etats-Unis, qui étaient prêts à accorder tous les ans dix bourses d'étude de doctorat à des candidats désignés par l'ONU conformément à certaines modalités énoncées au paragraphe 34 du rapport du Sous-Comité. Il a également

noté et signalé aux Etats Membres l'offre faite par l'Italie, qui était disposée à fournir une assistance afin d'organiser chaque année, sans frais, dix cours de formation aux communications par satellites et aux techniques d'entretien et d'exploitation des stations terrestres à l'intention de ressortissants de pays en voie de développement désignés par l'ONU conformément aux modalités énoncées au paragraphe 35 du rapport du Sous-Comité. Il a relevé que, comme l'avaient déclaré les représentants des Etats-Unis et de l'Italie à la session en cours, ces bourses seraient offertes pour l'année universitaire 1971/1972; en conséquence, il a prié le spécialiste des applications des techniques spatiales de poursuivre ses travaux en vue de permettre aux ressortissants des Etats Membres intéressés qui remplissent les conditions requises de poser leur candidature en temps utile pour pouvoir suivre les cours pendant l'année 1971/1972.

24. Le Comité a noté avec satisfaction que, comme il est indiqué dans le rapport du spécialiste des applications des techniques spatiales, la Commission nationale brésilienne pour les activités spatiales avait offert, pour l'année 1971/1972, 15 bourses d'étude dans le domaine des techniques de télédétection, et il a autorisé ce spécialiste à continuer de prendre toutes les dispositions voulues en collaboration avec le Gouvernement brésilien ainsi qu'avec les autres gouvernements qui pourraient offrir des programmes de bourses d'étude ou de perfectionnement analogues.

Bibliographie sur l'étude des ressources terrestres par télédétection

25. Le Comité a noté avec satisfaction que le Secrétariat avait établi une bibliographie au sujet de télédétection (A/AC.105/L.56) comme suite à la demande faite par le Sous-Comité, et il a prié ses membres de fournir d'autres références au Secrétariat pour lui permettre de compléter cette bibliographie et de la diffuser plus largement parmi les Etats Membres des Nations Unies. En outre, le Comité a vivement encouragé les Etats Membres à mettre à profit les collections et les services de la bibliothèque que tient la Division de l'espace extra-atmosphérique.

Techniques spatiales et milieu

26. Le Comité a noté avec satisfaction que le Secrétariat avait établi l'étude sur les techniques spatiales et le milieu, mentionnée au paragraphe 23 2) e) du rapport du Sous-Comité scientifique et technique, et il a déclaré attendre avec intérêt que le Sous-Comité l'examine à sa prochaine session.

Transfert de techniques issues des activités spatiales

27. Le Comité a noté que, d'après le Sous-Comité, certaines expériences et certains essais intéressant le transfert de techniques issues des activités spatiales à des applications non spatiales pourraient contribuer utilement à étendre les avantages retirés des activités spatiales. Il a appelé l'attention de l'Assemblée générale et, par son intermédiaire, d'autres organes intéressés, tels que le Conseil économique et social, ainsi que des institutions spécialisées

et d'autres organisations sur l'opportunité de faire des expériences sur le transfert de techniques issues des activités spatiales à des applications non spatiales, en particulier dans les pays en voie de développement.

Liaison

28. Après avoir passé en revue les organes de liaison désignés par plus de 50 États qui souhaitent être informés des avantages pratiques que pourraient procurer les sciences et techniques spatiales, le Comité a invité instamment tous les autres États Membres intéressés à désigner leurs organes de liaison.

Coordination des activités des Nations Unies dans le domaine spatial

29. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/L.55), qui est reproduit à l'annexe III, et il a exprimé l'espoir que les dispositions prises par le Secrétaire général permettraient d'améliorer la coordination au sein du Secrétariat.

30. En ce qui concerne le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil économique et social au sujet des satellites d'étude des ressources naturelles (E/4779) et que le Sous-Comité scientifique et technique a examiné à titre préliminaire à sa septième session, le Comité a pris note de l'additif à ce rapport que le Secrétaire général a soumis à l'examen du Conseil économique et social au mois de juillet. À ce propos, il a noté la décision que le Conseil avait prise à sa quarante-neuvième session, au mois de juillet, par laquelle il priait le Comité des ressources naturelles, dont la création est envisagée, d'examiner les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général (E/4779) et lui demandait de tenir compte du fait que pour le moment, l'un des moyens d'étudier la question serait que le Sous-Comité scientifique et technique continue d'examiner le rapport du Secrétaire général et les recommandations qu'il comporte. Le Comité a estimé que, du moins pour l'instant, la meilleure façon d'examiner la question serait effectivement de la confier au Sous-Comité, qui avait déjà fait oeuvre utile à ce sujet. Le Comité espérait que le Sous-Comité scientifique et technique continuerait de s'occuper de la question des satellites d'étude des ressources naturelles, et il attendait avec intérêt le rapport qu'il lui présenterait à ce sujet.

Installations internationales de lancement de fusées

31. Le Comité a approuvé le rapport du Sous-Comité, dans lequel celui-ci se félicitait des travaux réalisés à la base équatoriale de lancement de fusées de Thumba (TERLS), en Inde, et à la station de lancement de fusées Celpa à Mar del Plata (Argentine). Il a pris note également du document A/AC.105/86, qui comporte des renseignements sur les lancements de fusées effectués récemment à la base TERLS. À ce propos, il a recommandé que l'ONU continue de patronner ces deux bases.

32. En outre, le Comité a noté avec satisfaction que les représentants de l'Italie et de la France avaient réaffirmé, à la session en cours, que la station équatoriale mobile italienne San Marco et le Centre spatial français de Kourou (Guyane française) étaient disponibles pour des projets de coopération internationale. En conséquence, le Comité a prié le Sous-Comité d'examiner, à sa prochaine session, la possibilité de modifier les principes généraux qu'il avait posés en ce qui concerne le fonctionnement de ces installations sous les auspices des Nations Unies - principes que l'Assemblée générale a incorporés dans sa résolution 1802 (XVII) du 14 décembre 1962 - de façon qu'ils soient applicables également à des installations telles que la station mobile italienne San Marco.

Enregistrement et identification des objets lancés dans l'espace
extra-atmosphérique

33. Le Comité a noté avec satisfaction que, comme suite à la demande du Sous-Comité juridique, le Sous-Comité scientifique et technique avait réalisé une étude détaillée des aspects techniques de l'enregistrement et de l'identification des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

34. Le Comité a pris note des conclusions du Sous-Comité scientifique et technique. Selon ce dernier, il existe quatre principaux moyens d'identifier les objets spatiaux : a) par des marques spéciales; b) par la structure, les éléments constitutifs et les matériaux; c) par les fréquences d'émission; et d) par les données trajectographiques. Le Sous-Comité, compte tenu des connaissances actuelles, a abouti aux conclusions suivantes :

1) Aucune difficulté majeure n'est à prévoir pour l'identification des objets spatiaux placés sur orbite ou ayant supporté la rentrée dans l'atmosphère;

2) Pour des raisons d'économie et de sécurité, un système de marquage pouvant supporter la rentrée n'est pas considéré comme techniquement réalisable à l'heure actuelle;

3) Les moyens essentiels qui permettent de déterminer les trajectoires et l'analyse des matériaux à laquelle il faut procéder pour identifier les objets spatiaux placés sur orbite ou rentrés dans l'atmosphère sont extrêmement complexes et onéreux et ne devraient pas être reproduits sur le plan international;

4) Les ressources fondamentales confiées aux Etats et au Secrétaire général pour identifier des objets spatiaux placés sur orbite ou ayant supporté la rentrée doivent provenir de diverses installations nationales complémentaires, en particulier de celles des Etats de lancement;

5) Il est souhaitable de conserver un système d'enregistrement des objets spatiaux, comme l'a prescrit l'Assemblée générale dans sa résolution 1721 B (XVI), en tant que registre systématique, mais il faut reconnaître qu'un tel registre ne suffit pas à identifier des objets rentrés dans l'atmosphère.

Certaines délégations ont indiqué, devant le Comité, qu'elles ne souscrivaient pas entièrement à toutes ces conclusions. Le Comité a prié le Sous-Comité scientifique et technique de poursuivre l'examen de cette question compte tenu de l'évolution des techniques spatiales.

35. Plusieurs délégations ont affirmé qu'il fallait prévoir un système d'enregistrement rationnel et à jour, fondé sur une convention internationale et accessible à tous les gouvernements, organisations et services intéressés, afin de faciliter l'identification prompte et sûre des objets spatiaux et de leurs éléments constitutifs. D'autres délégations, s'appuyant sur les conclusions du Sous-Comité scientifique et technique, ont dit que la nécessité d'un tel système n'était pas démontrée.

36. Lorsqu'il examinera, au cours de ses sessions futures, la question de l'enregistrement et de l'identification des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, le Sous-Comité juridique devra prendre en considération les conclusions du Sous-Comité scientifique et technique.

Utilisation rationnelle de l'orbite géostationnaire

37. Le Comité a pris note de l'opinion du Sous-Comité selon laquelle l'orbite géostationnaire est l'une des ressources naturelles spatiales dont il sera largement fait usage à l'avenir pour plusieurs types de systèmes de satellites, et il a noté que la question de l'utilisation de cette orbite avait été étudiée par l'UIT. Il a exprimé le désir d'être tenu au courant des résultats des études entreprises par cette institution dans ce domaine.

Enregistrement par les Nations Unies des objets lancés dans l'espace

38. Conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1721 B (XVI) de l'Assemblée générale, le Comité a continué de recevoir des renseignements des Etats qui lancent des objets sur une orbite. Des renseignements lui sont parvenus des Etats-Unis d'Amérique, de la France, au nom des Etats membres de l'Organisation européenne de recherche spatiale (CERS), du Japon et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Les renseignements reçus depuis le dernier rapport du Comité ont été consignés dans le registre public tenu par le Secrétaire général et distribués sous les cotes A/AC.105/INF.210 à 222.

B. Rapport du Sous-Comité juridique

39. Le Comité a pris note du rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa neuvième session, tenue du 8 juin au 3 juillet 1970 (A/AC.105/85).

40. En ce qui concerne le projet de convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, le Comité a noté que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2601 B (XXIV), adoptée à l'unanimité à sa vingt-quatrième session, avait exprimé "sa profonde déception devant le

fait que les efforts entrepris pour achever la Convention n'ont pas été couronnés de succès" et qu'elle avait prié instamment "le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'achever le projet de convention sur la responsabilité suffisamment tôt pour que l'Assemblée générale puisse l'examiner à titre définitif pendant sa vingt-cinquième session".

41. En application de cette résolution, le Comité a rappelé qu'à sa 84^{ème} séance, tenue le 23 janvier 1970, il avait décidé d'entamer des consultations et des négociations en avril 1970, à Genève, en vue de parvenir aussitôt que possible à un accord sur un projet de convention sur la responsabilité.

42. Le Comité a noté que ces consultations avaient eu lieu à Genève, du 1^{er} au 10 avril 1970, sous la présidence de M. Heinrich Haymerle, président du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, assisté de M. Eugeniusz Wyzner, président du Sous-Comité juridique, et que ces consultations et négociations avaient permis d'étudier de manière approfondie les principales questions en suspens, en particulier celles du "règlement des différends" et de la "loi applicable". Bien qu'un certain nombre de textes aient été proposés et examinés, le Comité a regretté qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un accord sur le libellé des questions encore à régler. Un résumé des résultats de ces consultations a été distribué comme document officiel du Sous-Comité (A/AC.105/C.2/8).

43. Le Comité a exprimé sa satisfaction en constatant que le Sous-Comité juridique avait fait des progrès considérables en adoptant le titre, le préambule et 13 articles du projet de convention (voir annexe IV), encore que certaines délégations aient énoncé des conditions ou émis des réserves à ce sujet (voir A/AC.105/85, par. 27). Néanmoins, le Comité a noté avec regret qu'une fois encore, aucun accord définitif n'avait été réalisé sur les deux questions en suspens du "règlement des différends" et de la "loi applicable".

44. Pendant le débat général auquel a procédé le Comité, de nombreux orateurs ont exposé leurs vues sur ces questions ou ont indiqué qu'ils souscrivaient à des propositions déjà faites au Sous-Comité juridique et incorporées dans son rapport (A/AC.105/85).

45. Après de longues consultations et négociations, tant officielles qu'officieuses, le Comité a conclu à regret que ses efforts pour concilier les divergences existant entre ses membres au sujet des deux questions en suspens du "règlement des différends" et de la "loi applicable" n'avaient pas encore abouti et qu'aucune solution n'était en vue. Il a toutefois estimé que la première tâche du Comité demeurerait sans conteste la conclusion d'une convention sur la responsabilité qui soit satisfaisante et généralement acceptable.

46. En ce qui concerne les questions relatives à la définition de l'espace extra-atmosphérique et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et des corps célestes, y compris les diverses conséquences des communications spatiales, le Comité a noté que le Sous-Comité avait consacré la totalité de ses sessions au projet de convention sur la responsabilité et n'avait pu les examiner.

47. Le Comité a relevé à ce sujet que le Sous-Comité était saisi d'un document de base sur la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, établi par le Secrétariat sur la demande du Sous-Comité (A/AC.105/C.2/7), d'un projet de convention relative à l'immatriculation des objets envoyés dans l'espace et destinés à permettre l'exploration ou l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, soumis par la délégation française à sa session précédente (A/AC.105/C.2/L.45), ainsi que du rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe sur sa troisième session (A/AC.105/83) et de deux propositions présentées par l'Argentine, l'une relative à un projet de convention sur les principes devant régir les activités en matière d'utilisation des ressources naturelles de la Lune et des autres corps célestes (A/AC.105/C.2/L.71 et Corr.1), l'autre concernant un projet de convention internationale sur les activités menées au moyen de satellites de télédétection des ressources terrestres (A/AC.105/C.2/L.73). Des documents sur l'enregistrement et l'identification des objets lancés dans l'espace avaient également été présentés par la délégation canadienne (A/AC.105/C.1/L.31), la délégation des Etats-Unis (A/AC.105/C.1/L.30) et le Secrétariat (A/AC.105/L.52).

C. Rapport du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe

48. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport sur la troisième session du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83), institué par la résolution 2453 B (XXIII) de l'Assemblée générale. Il a également noté qu'à sa première session, le Groupe de travail avait procédé à une étude sur la possibilité technique d'établir des communications par émissions directes de satellites ainsi que sur l'évolution favorable intervenue dans ce domaine, y compris la question des coûts comparés pour les usagers et d'autres considérations économiques intéressant certains cas spécifiés, et qu'à ses deuxième et troisième sessions, le Groupe de travail avait examiné les incidences de cette évolution sur les plans social, culturel, juridique, etc.

49. Le Comité a également pris note des documents que les délégations du Canada et de la Suède (A/AC.105/WG.3/L.1), de l'URSS (A/AC.105/WG.3/CRP.1) et de la France (A/AC.105/WG.3/CRP.2) lui avaient soumis au sujet des satellites de radiodiffusion directe, ainsi que du rapport sur les observations communiquées à cet égard par les gouvernements, les institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux compétents (A/AC.105/79).

50. Il a relevé que le Groupe de travail avait réaffirmé dans son rapport l'opinion exprimée au cours de ses deux premières sessions quant aux avantages potentiels de la radiodiffusion directe par satellites, et il a noté que ce rapport traitait en détail des diverses incidences politiques, juridiques, sociales et culturelles de cette nouvelle technique et insistait sur la nécessité d'une coopération et de mesures de coordination.

51. Le Comité a noté que de nombreuses délégations siégeant au Groupe de travail avaient accordé beaucoup d'attention aux problèmes juridiques internationaux découlant de la radiodiffusion directe et avaient beaucoup insisté sur la nécessité d'énoncer les principes juridiques internationaux devant régir les

les activités en question, tandis que d'autres délégations, conscientes que le Groupe de travail avait remarqué l'existence de principes généralement acceptés, sanctionnés notamment par la Charte des Nations Unies, le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, la Convention de l'UIT et le Règlement des radiocommunications, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les résolutions de l'Assemblée générale, principes qui s'appliqueraient aux satellites de radiodiffusion directe, avaient souligné qu'il était prématuré de formuler des principes nouveaux ou supplémentaires concernant les services de radiodiffusion par satellites et qu'on risquerait ainsi de décourager la coopération internationale au lieu de la favoriser.

52. Le Comité a noté l'opinion du Groupe de travail suivant laquelle il n'existait pas à sa connaissance de programmes de radiodiffusion par satellites destinés à la réception individuelle, mais que des émissions à l'intention des services communautaires seraient techniquement réalisables dans un avenir prévisible. L'emploi de la télévision par satellites à des fins éducatives, en particulier dans les pays en voie de développement, pourrait dans certaines circonstances contribuer à l'exécution de programmes nationaux d'intégration et de développement communautaire et au progrès économique, social et culturel dans des domaines tels que l'enseignement traditionnel et l'enseignement des adultes, l'agriculture, la santé et la planification de la famille. En raison de la coopération internationale à prévoir à cet égard, l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, devrait jouer un rôle de coordination vis-à-vis des autres organisations internationales intéressées. De plus, les Etats membres, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes internationaux devaient aider les pays en voie de développement à bénéficier de la radiodiffusion par satellites et à acquérir les compétences et techniques nécessaires à ses applications. Il fallait également aider ces pays à déterminer si les systèmes de radiodiffusion directe par satellites constituaient le meilleur moyen de répondre à leurs besoins en matière de radiodiffusion. A ce propos, le Comité a noté que les Etats-Unis d'Amérique et l'Inde avaient accepté de faire ensemble une expérience d'enseignement télévisé avec emploi de récepteurs communautaires et du satellite expérimental ATS-F. Grâce à cette expérience, prévoyant l'installation de 2 000 récepteurs communautaires dans des villages isolés, des signaux télévisés par satellite seraient reçus directement, pour la première fois, par des récepteurs communautaires installés dans des villages fort éloignés des centres urbains, ce qui permettrait d'enrichir la vie de communautés isolées.

53. Le Comité a également noté que selon le Groupe de travail, l'orbite géostationnaire était une ressource naturelle limitée et qu'il fallait envisager sans tarder de s'en servir. Comme il existe un rapport étroit entre l'espacement des satellites, leurs caractéristiques particulières et les attributions de fréquences, l'UIT paraissait devoir jouer un rôle important pour coordonner les emplois de l'orbite géostationnaire, compte tenu des attributions de fréquences et leur utilisation. Le Comité a été d'avis que lorsque l'UIT disposerait de renseignements plus complets à ce sujet, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, agissant par le Groupe de travail ou directement si le Groupe de travail ne devait pas se réunir, devrait tenir compte des

intérêts pratiques de tous les Etats, en particulier de ceux qui sont en voie de développement, pour ce qui est de l'utilisation rationnelle de l'orbite géostationnaire et du spectre des fréquences. Cette opinion n'empêchait pas le Comité de reconnaître la compétence de l'UIT sur le plan technique et réglementaire, touchant les paramètres qui définissent les systèmes de satellites.

54. Le Comité a noté en outre que selon quelques délégations siégeant au Groupe de travail, la coopération internationale devrait prendre la forme d'une organisation globale; le Groupe avait estimé quant à lui que cette coopération, tout au moins dans un avenir prévisible, devrait surtout se manifester au niveau régional et se traduire par la participation à la création et à l'exploitation de systèmes régionaux de radiodiffusion par satellites, ou à la préparation et à la production de programmes correspondants, ou à ces deux sortes d'activités, et que les Etats membres ou les organisations régionales et internationales devraient donc promouvoir la coopération régionale à l'échelon gouvernemental et non gouvernemental, en particulier entre les organismes de radiodiffusion et leurs associations.

55. Le Comité a également fait sienne la recommandation du Groupe de travail tendant à prier le Secrétaire général de publier un index des instruments internationaux existants (conventions, traités et accords) qui se rapportent aux services de radiodiffusion par satellites.

56. Le Comité a noté en particulier que le Groupe de travail estimait avoir complété la tâche qu'il pouvait utilement accomplir au stade actuel, et que l'UIT, l'UNESCO et les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle exécutaient des programmes de travail dont les résultats pouvaient avoir un lien avec les questions examinées par lui.

57. Conscient des vœux du Groupe de travail, et sachant que l'ONU, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales avaient entrepris des activités dans ce domaine et que l'UIT tiendrait en 1971 une conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales, le Comité a décidé de ne pas perdre de vue la question d'une nouvelle réunion du Groupe de travail pour le moment où l'on disposerait d'une nouvelle documentation de fond pouvant donner lieu à des études dignes d'intérêt.

58. Le Comité a également recommandé que le Sous-Comité juridique étudie, au titre du point de l'ordre du jour consacré aux incidences des communications spatiales, les travaux effectués par le Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe.

59. Il a reconnu que le Groupe de travail, au cours de ses trois sessions, avait accompli une tâche utile et considérable dans un domaine nouveau, et il l'en a remercié.

ANNEXE I

Déclaration liminaire prononcée par le Président à la 85ème séance du Comité, le 1er septembre 1970

En 1969, les réalisations spectaculaires de la science et de la technique ont permis à l'homme, grâce à son ingéniosité, d'atterrir sur la Lune. Les progrès accomplis pendant l'année en cours dans l'exploration et l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique n'ont pas été moins impressionnants.

Parmi les activités de l'année écoulée, deux événements retiennent notre attention : le vol d'endurance de 18 jours du "Soyouz 9" et le retour de l'équipage d'"Apollo 13".

Il y a quelques mois, l'Union soviétique lançait le "Soyouz 9", vaisseau spatial qui avait à son bord deux cosmonautes, Nikolaïev et Sevastianov. Le programme de vol de 18 jours portait principalement sur la recherche médico-biologique aux fins de la mise sur orbite de stations permanentes. Ces expériences médicales et biologiques très diverses avaient pour but d'étudier les réactions d'adaptation du corps humain aux conditions de vol dans l'espace et principalement à l'apesanteur. Nous avons une grande admiration pour les deux cosmonautes qui ont permis, grâce à leur expérience, d'obtenir de nombreux résultats scientifiques intéressants.

Le retour à bon port de l'équipage d'Apollo 13, engin spatial lancé par les Etats-Unis en avril dernier, marquera sans aucun doute l'un des plus grands événements de l'histoire de l'exploration spatiale, bien que le but fixé pour ce vol n'ait pas été atteint. Si les astronautes Lowell, Haise et Swigert sont à nouveau parmi nous, c'est à cause du brillant travail d'équipe effectué entre Houston et l'équipage de l'engin; on peut y voir un succès remarquable dû à l'ingéniosité des scientifiques, des ingénieurs et de tous ceux qui étaient chargés de l'exécution du programme, et aussi la démonstration, par les astronautes, de leurs qualités physiques et morales d'endurance. Je tiens à rendre à tous un hommage particulier.

Ces deux événements remarquables résument nombre d'autres réalisations des deux grandes puissances de l'espace dont nous avons été les témoins au cours de l'année en cours. Mais le temps qui s'est écoulé depuis notre dernière réunion a aussi été marqué par le lancement d'un grand nombre de satellites par d'autres puissances spatiales, utilisant parfois des installations patronnées par les Nations Unies.

Le 1er octobre 1969, l'Organisation européenne pour la recherche spatiale (OERS) a procédé au lancement du satellite Boréas ESRO 1 b au Western Test Range en Australie.

Le 23 janvier 1970, l'Australie a lancé, depuis la même base, le satellite Oscar 5, construit par des membres de l'Université de Melbourne.

Le 11 février dernier, le Japon a envoyé dans l'espace son premier satellite, Ohsumi, avec un lanceur japonais, Lambda 4 J, depuis le centre spatial de Kagoshima.

Le 10 mars 1970, la France a mis sur une orbite quasi équatoriale le satellite allemand Dial, avec une fusée Diamant B, depuis le centre spatial guyanais.

En mars et avril, 21 fusées ont été lancées, entre autres expériences, depuis la station équatoriale de Thumba, en Inde, en coopération avec la NASA et le Royaume-Uni, en vue d'étudier le vent, les températures, la densité positive des ions dans la couche D et la composition en ions de la couche F et de la haute atmosphère. A la fin de 1970, une fusée météorologique soviétique sera lancée pour la première fois de cette station.

La base de CELPA à Mar del Plata, en Argentine, qui fonctionne également sous les auspices des Nations Unies, a continué à contribuer notablement à la recherche spatiale à des fins pacifiques et à offrir aux pays en voie de développement d'intéressantes possibilités de formation et de participation dans ce domaine.

Je ne saurais donner un compte rendu complet des principales activités spatiales internationales, mais il y a un autre événement dont je voudrais parler, vu son importance particulière : l'inauguration, le 7 janvier, d'une station terrestre de télécommunications par satellites à Souk el Arba des Schouls, au Maroc, la première de ce genre non seulement dans ce pays mais dans toute l'Afrique. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège d'assister à l'inauguration de cette station par Sa Majesté le roi Hassan II ne sont pas près de l'oublier. Ce jour restera dans nos mémoires non seulement à cause de la solennité de la cérémonie mais aussi à cause de sa signification. Cela m'est apparu comme le symbole de la détermination des puissances non spatiales, et en particulier des pays en voie de développement, de saisir les innombrables occasions que l'ère spatiale nous offre à tous.

Parlons maintenant du travail qui nous attend. L'an dernier, il a été prouvé une fois encore que les Nations Unies, par l'intermédiaire de notre Comité, de ses sous-comités, de son Groupe de travail, étaient devenues un centre de valeur où l'on recueille et diffuse des renseignements sur les progrès techniques et le développement des activités spatiales, où l'on passe en revue et où l'on harmonise les programmes spatiaux, nationaux et internationaux, et où l'on traite des innombrables problèmes politiques, juridiques, économiques, sociaux et culturels découlant de ce nouveau champ de l'activité humaine.

Conformément à l'accord réalisé au cours de notre dernière réunion, le 23 janvier, le Sous-Comité scientifique et technique s'est réuni du 14 au 24 avril, le Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, du 11 au 29 mai, et le Sous-Comité juridique, du 8 juin au 3 juillet dernier. Leurs discussions ont fait l'objet de trois rapports (A/AC.105/82, A/AC.105/83 et A/AC.105/85) qui constitueront la base de nos délibérations. En outre, cinq documents de travail, établis l'un par le Pr Ricciardi et les quatre autres par le Secrétariat, retiendront notre attention.

A sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction les décisions de notre comité visant à promouvoir d'une façon plus énergique les applications des techniques spatiales telles qu'elles ont été présentées dans divers paragraphes du rapport de notre sous-comité scientifique et technique de l'année

dernière. Conformément à cette résolution 2601 A (XXIV)7, le Sous-Comité, en 1970, s'est concentré sur ces problèmes. Il a pris à ce propos diverses mesures concrètes. A ce sujet, je me félicite particulièrement de la décision prise par le Secrétaire général conformément à la résolution 2601 (XXIV) de désigner le Pr Umberto Ricciardi (Argentine) comme spécialiste des techniques spatiales, sa tâche étant de promouvoir les applications pratiques. Le Pr Ricciardi assurera la liaison avec tous les Etats Membres qui cherchent à obtenir des renseignements et une aide en ce qui concerne les programmes spatiaux pertinents des Nations Unies ou d'autres programmes. Je suis convaincu qu'en souhaitant au Pr Ricciardi tout le succès possible dans l'accomplissement de cette tâche difficile, je parle au nom de tous les membres du Comité.

Le Sous-Comité a fait plusieurs recommandations sur des sujets particuliers. Il s'est occupé notamment d'organiser des échanges de renseignements, d'encourager les programmes internationaux et de promouvoir l'application des techniques spatiales; il a examiné la question des installations internationales de lancement de fusées, de l'éducation et de la formation, et de l'enregistrement et de l'identification des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. Il a traité du problème de l'utilisation rationnelle de l'orbite géostationnaire. Il a enfin formulé des recommandations concernant le problème de la coordination des activités spatiales des Nations Unies, eu égard surtout au rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social sur les satellites d'étude de la terre (E/4779). De l'avis du Sous-Comité, il incombe au Comité de faire des recommandations pertinentes à l'Assemblée générale. A ce sujet, je voudrais aussi mentionner le document A/AC.105/L.55, rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique.

Je ne veux pas quitter ce sujet sans rendre un hommage particulier aux institutions spécialisées, et plus précisément à l'Union internationale des télécommunications, à l'Organisation météorologique mondiale, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour leur action incessante et efficace en faveur de la promotion des applications pratiques de la recherche spatiale et de l'éducation et de la formation, ainsi que pour leurs efforts en vue de la réglementation des activités spatiales dans le domaine technique.

Le deuxième rapport qui nous est présenté est celui du Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe (A/AC.105/83). Ce rapport réaffirme les vues exprimées au cours de la deuxième session du Groupe de travail quant aux avantages potentiels de la radiodiffusion directe par satellites. Il traite en détail des diverses incidences politiques, juridiques, sociales et culturelles de cette nouvelle technique et souligne la nécessité d'une coopération et de mesures de coordination. Le Groupe de travail reconnaît une nouvelle fois que notre comité joue un rôle primordial, au sein du système des Nations Unies, pour ce qui est de promouvoir la coordination et de passer en revue l'évolution dans ce domaine. En même temps, il présente son point de vue sur les responsabilités respectives de l'UIT et de l'UNESCO. Il estime qu'il a terminé le travail qui pouvait être effectué utilement à ce stade. Il recommande que le Comité examine la question de savoir si le Groupe de travail devra être à nouveau convoqué lorsqu'on disposera de nouveaux renseignements pouvant servir de base à des études dignes d'intérêt.

Le Comité sait que dans le domaine juridique, nous nous trouvons à nouveau devant une question qui a accaparé la plus grande partie de notre temps à l'automne dernier. Vous vous souviendrez que l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, a adopté à l'unanimité la résolution 2601 B (XXIV), par laquelle elle a exprimé "sa profonde déception devant le fait que les efforts entrepris pour achever la convention n'ont pas été couronnés de succès"; en même temps, elle a prié instamment "le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'achever le projet de convention sur la responsabilité suffisamment tôt pour que l'Assemblée générale puisse l'examiner à titre définitif lors de sa vingt-cinquième session". Cette résolution soulignait que "la convention a pour but d'énoncer des règles et procédures internationales concernant la responsabilité pour les dommages causés par le lancement d'objets dans l'espace extra-atmosphérique et d'assurer, en particulier, une indemnisation prompte et équitable en cas de dommages".

Le Comité a décidé, lors de sa dernière séance de décembre 1969, d'organiser des consultations et des négociations au début de 1970 en vue d'arriver à un accord aussi rapidement que possible sur le projet de convention concernant la responsabilité pour les dommages. Ces consultations se sont tenues à Genève du 1er au 10 avril 1970. A cette occasion, des échanges de vues approfondis ont eu lieu sur les deux questions en suspens, à savoir "le règlement des différends" et "la loi applicable". Bien que nombre de textes aient été proposés et discutés, aucun accord n'a pu se faire sur ces deux points.

Je pense que nous devons noter avec satisfaction que le Sous-Comité juridique, qui s'est réuni en juin, a réalisé des progrès considérables en adoptant le titre, le préambule et 13 articles du projet de convention. A ce propos, je tiens à remercier sincèrement le Président du Sous-Comité juridique, M. Eugeniusz Wyzner, pour ses efforts infatigables. Toutefois - et c'est regrettable - les deux questions précitées n'ont pas encore été résolues. Il incombe donc à nouveau au Comité de les régler. Je lance un appel à tous les représentants pour qu'ils mettent tout en oeuvre afin de résoudre ces deux problèmes, ce qui nous permettrait de mener à bien la tâche qui a été confiée au Comité par l'Assemblée générale toutes ces années passées. Si nous y parvenons cette année - tel est mon espoir et telle est ma conviction - nous n'aurons pas seulement adopté un accord sur un instrument juridique sans lequel cette nouvelle activité humaine ne serait pas soumise à la primauté du droit : en présentant à l'Assemblée générale une convention sur la responsabilité, nous aurons apporté notre contribution au vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies. J'ai le sentiment que l'Assemblée générale attend cela de nous.

Pour terminer, je saisis l'occasion qui m'est offerte pour remercier les sous-comités et le Groupe de travail ainsi que leurs présidents pour l'excellent travail qu'ils ont accompli durant l'année passée. En même temps, je remercie M. Kutakov, le Secrétaire général adjoint, qui est parmi nous aujourd'hui, et M. Abdel-Ghani, le Secrétaire du Comité. Je remercie également les fonctionnaires du Secrétariat pour la compétence avec laquelle ils ont assuré le service du Comité.

Rapport présenté au Comité à sa 90ème séance, le 8 septembre 1970,
par le spécialiste des applications des techniques spatiales

Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous remercier, vous et les membres du Comité, pour l'accueil chaleureux que vous m'avez réservé au cours de cette session. Je tiens aussi à dire combien j'apprécie le précieux concours dont les représentants ont fait preuve à mon égard dans l'accomplissement de ma tâche aux Nations Unies.

Conformément aux décisions prises par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et approuvées par l'Assemblée générale, les principaux sujets que doit examiner le spécialiste des applications des techniques spatiales au cours de son mandat sont les suivants : développement des contacts avec les Etats Membres; coordination au sein du Secrétariat et des organismes des Nations Unies; promotion des applications des techniques spatiales et, notamment, formation de groupes de travail techniques, et enseignement et formation; établissement d'un projet de rapport sur l'évaluation des besoins des Etats Membres en matière d'applications des techniques spatiales et sur les moyens de répondre à ces besoins, sans oublier l'ampleur des questions qui se posent en matière administrative, technique et financière. Je voudrais maintenant vous exposer ce que j'ai fait à ce sujet depuis que j'ai pris mes fonctions en juillet de cette année.

Je vais commencer par la question du développement des contacts avec les Etats Membres. Le Secrétaire général a reçu les réponses de 56 Etats Membres à la circulaire qu'il leur avait adressée à ce sujet. Cinquante trois organismes de liaison ont ainsi été désignés. Une deuxième lettre du Secrétaire général a été envoyée le 3 août à ceux des Etats Membres qui n'avaient pas encore fait le nécessaire pour établir des contacts; on y expliquait plus en détail les possibilités des applications spatiales. J'espère que nous recevrons prochainement des réponses à cette lettre.

J'ai écrit aux 53 organismes de liaison désignés. Une première lettre a été envoyée en juillet, et, depuis lors, deux autres ont suivi, traitant en détail de différentes questions intéressantes, par exemple, les bourses et l'assistance technique offerte par le Programme des Nations Unies pour le développement. Une quatrième lettre, en préparation, propose des méthodes de travail à appliquer avec les organismes de liaison.

Une fois ce mode de communications établi, j'espère que nous verrons se développer des suggestions et des idées fructueuses, mais il faudra créer des contacts plus directs pour l'échange des idées. Selon moi, il sera nécessaire d'organiser, au début de l'année prochaine, une réunion comprenant toutes les personnes chargées d'assurer la liaison, afin de discuter des possibilités et des modalités de l'action à entamer dans le futur. Cette réunion pourrait se tenir avant ou après qu'un groupe de travail se sera lui-même réuni. Elle pourrait avoir lieu soit au Siège des Nations Unies, au moment de la réunion du Sous-Comité scientifique et technique, soit au siège d'une des commissions économiques régionales, si le Sous-Comité s'y réunit. Elle durerait deux jours.

Elle comporterait une série de conférences relatives aux diverses applications des techniques spatiales. Ces conférences seraient suivies de discussions. Nous aurions ainsi la possibilité de mettre les organismes de liaison au courant de l'état de la technique dans tous les domaines qui les intéressent et, de notre côté, nous pourrions recevoir leurs avis et leurs suggestions et discuter de la façon dont notre action commune serait entreprise.

J'aborde maintenant la question de la coordination au sein du Secrétariat et des organismes des Nations Unies. Les mesures nécessaires ont été prises par le Secrétaire général en vue de coordonner les activités relatives aux applications spatiales au Secrétariat. Comme vous pourrez le constater dans le document A/AC.105/L.55, le Secrétaire général a constitué un groupe de travail représentant tous les services intéressés du Secrétariat. Une coopération étroite a été établie avec le Bureau de la science et de la technique. Je pense particulièrement aux études établies par ce bureau et qui portent sur les activités spatiales pendant la deuxième Décennie pour le développement ainsi que sur le plan mondial d'action, études qui doivent être soumises au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. De même, je suis en contact avec la Division des ressources et des transports et j'étudie les moyens de coordonner nos activités.

A sa prochaine réunion, le Comité pourra sans doute examiner les résultats de ces arrangements et l'expérience acquise à cet égard.

En ce qui concerne la coordination avec les institutions spécialisées, à la dernière séance du Comité consultatif de coordination, ces institutions ont été invitées à nommer, elles aussi, des personnes ou des fonctionnaires qui assureraient la liaison dans le domaine des applications spatiales. Je dois me rendre en Europe à la fin de septembre ou en octobre pour prendre des contacts personnels et discuter des programmes présents et futurs avec la FAO, l'OMS, l'UNESCO, l'OMM, l'OMCI et l'UIT. J'ai aussi l'intention d'aller au Canada pour voir quelles sont les activités qui pourraient intéresser l'OACI. Des rapports ont été établis à l'échelon opérationnel avec le PNUD, qui continue à nous apporter un concours fort utile. Nous avons entendu des déclarations sur les travaux de l'OMM et de l'UIT. Au sujet des activités des institutions spécialisées dans ce domaine, je suis en mesure de parler de deux questions intéressant les applications pratiques, à titre préliminaire et sans entrer dans le détail.

En ce qui concerne "l'utilisation des communications spatiales en vue de favoriser les buts de l'UNESCO", dont il est question dans le projet de programme et de budget pour 1971-1972, qui sera examiné par la Conférence générale à sa prochaine session en octobre-novembre, le Directeur général a proposé qu'on l'autorise, avec le concours d'un groupe consultatif :

- "a) A entreprendre des études et des recherches sur les communications spatiales;
- b) ...
- c) A aider les Etats Membres, sur leur demande, en matière d'utilisation des communications spatiales aux fins de l'éducation, de la science et de la culture."

Le Groupe de travail des satellites de radiodiffusion directe, à sa troisième session, a pris note des études à effectuer aux termes des paragraphes a) et c).

Ce dernier point du programme, je le souligne, couvrira les dépenses entraînées par les missions d'experts qui doivent être envoyées dans les pays Membres, sur leur demande, pour conseiller ces derniers au sujet des nécessités techniques, des coûts et des problèmes que pose la teneur des émissions radiophoniques dans le cadre du développement national. Ces missions auront pour tâche de compléter les enquêtes nationales entreprises précédemment et d'amorcer de nouvelles études le cas échéant. Leurs résultats seront portés à l'attention des Etats Membres et organisations internationales intéressés, y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, en vue d'obtenir leur assistance.

L'emploi, sur le plan régional, en partage, des installations disponibles de communications spatiales, sera encouragé. Un budget préliminaire de 30 000 dollars a été alloué à cette fin.

La possibilité d'envoyer des missions d'étude et des experts chargés d'examiner le problème des communications spécialisées servant au rassemblement de données fait l'objet de discussions avec l'UIT. Je pense notamment à l'éventualité, à l'échelon sous-régional, d'études sur la possibilité de recueillir des données à partir de stations d'observation automatiques à la surface du globe. Lorsque je me rendrai auprès des institutions spécialisées, j'espère pouvoir étudier les bases d'un programme minimal qui serait exécuté en 1971, et porterait sur des problèmes précis dans des secteurs donnés. Cela me semble-t-il, n'exigera pas de crédits nouveaux.

Pour ce qui est des groupes techniques, certains représentants, suivant la recommandation adoptée au paragraphe 25 du rapport, ont indiqué, au cours de la session du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qu'ils souhaiteraient sans doute inviter d'autres pays à observer leurs activités dans le domaine des applications pratiques des techniques spatiales. Au 3 septembre, trois pays avaient confirmé cette intention.

Mexique : Ce pays a décidé d'inviter un groupe dans sa capitale, au cours du premier semestre de 1971, pour observer l'utilisation des données météorologiques obtenues par satellites. Conformément à l'avis donné par l'OMM, les sujets suivants seront étudiés : a) interprétation et utilisation de renseignements météorologiques obtenus par satellites, y compris les systèmes APT; b) évolution passée, présente et future des satellites météorologiques; c) applications du principe du radiomètre infrarouge à la lecture directe.

En consultation avec l'OMM, et avec l'assentiment du Gouvernement mexicain, nous avons décidé de réunir ce groupe au mois de juillet 1971. Cette session sera du plus grand intérêt pour les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, mais comme l'interprétation simultanée sera donnée en anglais, voire en français si cela est nécessaire, tous les pays intéressés pourront y participer. Elle pourrait durer une semaine.

Brésil : Le Directeur des services scientifiques de la Commission nationale des activités spatiales a invité des groupes de deux types différents à se rendre à São José dos Campos pour y étudier la question de la télédétection du milieu :

Premièrement, des groupes composés de membres occupant des postes assez élevés dans l'administration de leur pays d'origine. Ceux-ci devraient pouvoir, s'ils le décident, mettre en vigueur des programmes analogues dans leur pays. Plusieurs groupes de ce genre pourraient se réunir pendant des périodes de 5 à 10 jours.

Deuxièmement, des groupes composés de membres possédant une certaine expérience dans la télédétection du milieu, mais ayant besoin de renseignements qui pourraient être utiles pour l'élaboration ou le développement d'un programme de recherche analogue à celui du Brésil. Ces groupes pourraient se réunir pendant 30 jours.

La Commission a offert de prendre à son compte les dépenses locales sur la base d'une indemnité per diem. En outre, 15 bourses ont été offertes pour 1971, comprenant les frais de cours et de subsistance pour des groupes composés de personnes récemment diplômées qui pourraient venir poursuivre leurs études et leur formation pendant 18 mois. Je n'ai pas eu l'occasion de discuter en détail de cette proposition, qui vient seulement d'être faite, mais il a été convenu, au cours d'une conversation téléphonique avec la Commission, que ces groupes pourraient se rendre au Brésil pendant le dernier trimestre de 1971. Cela nous donnerait le temps de nous préparer soigneusement pour tirer parti au mieux de cette invitation généreuse.

Etats-Unis : Dans sa déclaration du 1er septembre, le représentant des Etats-Unis a dit ce qui suit :

"Pour notre part, nous avons invité un groupe technique à venir aux Etats-Unis en 1971 pour participer aux études concernant le recensement des ressources terrestres. L'ordre du jour qui doit être établi pour ce groupe technique pourrait prévoir une participation au Groupe international d'études (NASA) qui doit se réunir au mois de mai, et au septième Colloque international de l'observation à distance du milieu, qui doit se tenir à Ann Arbor, dans l'Etat du Michigan. Ce groupe pourrait également étudier, dans une installation appropriée des Etats-Unis, l'application à l'agriculture des techniques de recensement à distance, et il pourrait observer les travaux qui se poursuivent au Centre des engins habités de la NASA, à Houston... au sujet de la préparation et du déroulement des opérations d'observation par avion".
(85ème séance)

Cette invitation permettra à des ressortissants de pays en voie de développement d'observer directement les activités exercées dans un pays développé.

Quant à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, elle est en train d'organiser, en coopération avec la Division de l'espace extra-atmosphérique, conformément aux suggestions faites à la sixième session du Sous-Comité scientifique et technique, un groupe qui discuterait de la possibilité d'appliquer les techniques spatiales et autres techniques de télédétection à la gestion des

ressources alimentaires et aux domaines connexes; la réunion se tiendrait à Rome au début de septembre 1971. Le champ d'action de ce groupe est un peu différent de ceux dont j'ai parlé jusqu'à présent.

On envisage pour le moment une petite réunion de cinq jours environ, à laquelle participeraient des experts qui donneraient des conseils sur les possibilités actuelles et potentielles de la télédétection susceptibles de favoriser le développement de l'agriculture dans le monde. Les résultats de cette réunion devraient aussi aider la FAO à préparer ses programmes futurs en y introduisant les applications pratiques de la télédétection.

Comme la FAO s'occupe activement d'organiser ce groupe, le Comité souhaitera peut-être examiner s'il convient de lui suggérer - suivant les résultats obtenus - de prévoir une réunion générale pour permettre aux gouvernements membres de tirer profit des renseignements techniques recueillis par le groupe et de toute expérience acquise ultérieurement par la FAO. Une telle initiative de la part du Comité ne serait pas prématurée, car la FAO établira son budget pour 1972-1973 avant la prochaine session de notre Comité ou de son Sous-Comité scientifique et technique.

L'Inde et l'Argentine, pour leur part, ont manifesté leur intérêt pour les réunions de groupes techniques, mais elles n'ont pas encore adressé d'invitation officielle à cet égard. L'Inde en particulier, comme l'a dit son représentant, a l'intention d'inviter un groupe qui étudierait l'utilisation des satellites de communications à des fins éducatives.

Le programme suivant est prévu pour 1971 :

- | | |
|--------------------------|--|
| Mai 1971 : | Groupe sur la télédétection du milieu
(aux Etats-Unis). |
| Juillet 1971 : | Groupe sur l'interprétation et l'utilisation des
renseignements météorologiques obtenus à partir
de satellites (à Mexico). |
| Septembre 1971 : | Groupe qui examinerait la possibilité d'appliquer
les techniques spatiales et autres techniques de
télédétection à la gestion des ressources alimentaires
(à Rome). |
| Novembre-décembre 1971 : | Groupes sur l'élaboration et l'application de
programmes de recherche sur la télédétection
(au Brésil). |

Le premier rapport complet sur les activités menées dans ce domaine sera présenté au Comité à sa prochaine session, et en 1972 le Sous-Comité scientifique et technique sera en mesure d'examiner les propositions du groupe après une année d'expérience.

Pour 1972, on peut provisoirement envisager des réunions de groupes techniques sur les sujets suivants : enseignement par satellites, applications dans le domaine de la mise au point et de la planification de systèmes, étude agricole par télé-détection, etc.

J'en viens maintenant à l'enseignement et à la formation. Vu les bourses offertes par les Etats-Unis et l'Italie, on a pris des dispositions préliminaires pour pouvoir choisir des candidats pour l'année 1971-1972. Il a été établi que, dans le cas de l'offre de l'Italie, le PNUD pourrait envisager de fournir une certaine aide financière au titre des dépenses faites par les institutions sises dans les pays des intéressés, si cela est nécessaire. Deux fois par le passé, le PNUD a fourni son aide sur la demande expresse des gouvernements intéressés. Il a été suggéré que les institutions adressent leurs demandes au représentant résident du PNUD se trouvant dans leur propre pays, par l'intermédiaire des services gouvernementaux compétents.

L'offre de la Commission nationale brésilienne des activités spatiales est une réponse très généreuse à la demande faite par le Sous-Comité scientifique et technique dans le document A/AC.105/82, et si elle est acceptée par le Comité, nous prendrons des dispositions détaillées pour les porter à l'attention des gouvernements et organismes de liaison.

J'aborde maintenant l'élaboration du projet de rapport. J'ai commencé à rassembler des renseignements provenant de diverses sources aux fins de ce rapport, que le Comité a demandé au Secrétaire général d'établir, avec l'aide du spécialiste des applications des techniques spatiales, au sujet de l'évaluation des besoins des pays en voie de développement touchant certaines demandes d'applications pratiques et les moyens d'y répondre.

Il est trop tôt pour informer le Comité en détail des différentes questions dont traitera le rapport, et je ne voudrais pas dégager de conclusions provisoires et fragmentaires à propos d'un problème complexe qui est encore à l'étude. Il est toutefois prévu que le rapport devra porter sur trois phases : phase A : besoins; phase B : planification du programme, ou "étude des possibilités"; et phase C : planification de l'exécution ou définition du projet.

Dans ce contexte, la teneur générale du rapport sera la suivante : introduction; objectifs; résumé des besoins des pays en voie de développement; utilité des applications spatiales pour le développement; détermination de la façon dont les pays en voie de développement peuvent participer activement à l'exécution de programmes destinés à répondre à leurs besoins; activités des organismes des Nations Unies; expérience acquise et programmes futurs; étude des modalités d'une coopération; rôle des Nations Unies; plan d'action des Nations Unies en matière d'applications pratiques des techniques spatiales.

Les principales applications pratiques dont traitera le rapport seront les suivantes : météorologie, étude de l'écologie et du milieu par télé-détection, communications, radiodiffusion directe par satellites, utilisation des techniques spatiales dans des domaines non spatiaux et pour la navigation.

Il ne sera pas possible d'étudier officiellement toutes les incidences de ce rapport avec tous les pays intéressés, mais une visite au Canada et au Mexique est prévue pour cette année, et, si le temps et le budget le permettent, je me propose de me rendre dans quelques pays d'Asie et d'Afrique au début de l'année prochaine. La réunion que j'ai proposée pour les représentants des organismes de liaison sera également importante à cet égard.

Les diverses activités que je viens d'esquisser sont en quelque sorte des sondages qui permettront de déterminer comment réaliser au mieux notre objectif essentiel, à savoir le partage des avantages des applications spatiales avec tous les pays, et notamment avec les pays en voie de développement.

Je voudrais maintenant parler de deux questions qui, selon moi, présentent actuellement un intérêt particulier. Le Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a déclaré dans son rapport :

"Les frais de voyage et d'entretien des membres des groupes devraient être à la charge de leur pays. L'ONU pourra accorder en temps voulu, dans le cadre de ses programmes, une assistance dans les cas exceptionnels où elle paraîtra s'imposer, à la fois pour payer les frais encourus et pour stimuler l'intérêt à l'égard de domaines particuliers." /A/AC.105/82, par. 25 (7)

Je sais également que le Comité souhaite qu'au cours de cette première année, les programmes prévus pour atteindre l'objectif du partage des avantages découlant des applications spatiales devraient être organisés et financés en tirant parti des ressources existantes de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. Il nous faut cependant reconnaître que pour utiles que puissent être les activités décrites, notre objectif primordial n'aura pas été véritablement atteint si les représentants des pays qui ne mènent pas encore une action dans le domaine spatial ne peuvent pas participer à ce programme. Je suis persuadé que nombre de pays qui n'ont pas encore entrepris l'étude ou l'exécution de programmes d'applications pratiques des techniques spatiales ne connaissent pas les avantages que ces applications peuvent leur procurer pour leur propre développement; ils ne pourront pas établir de plans en vue de leur utilisation si nous ne sommes pas en mesure d'assurer leurs représentants qu'ils pourront participer aux réunions des groupes techniques.

Je puis affirmer au Comité qu'en ce qui me concerne, je ferai de mon mieux pour tirer parti de toute source d'assistance dont disposent les Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement pour aider, sur le plan technique et financier, l'exécution des activités préliminaires que je vous ai décrites, mais je ne suis pas certain qu'il sera possible de résoudre tous les problèmes susceptibles de se présenter.

En outre, si nous constatons, au cours de cette première année, que les sources existantes ne suffisent pas pour répondre aux besoins, il faudra que le Comité et les autres organes intéressés trouvent le moyen de remédier à cette situation afin d'obtenir l'assistance financière nécessaire et de garantir la participation effective des pays dont je viens de parler.

Cette question devrait faire l'objet d'un examen spécial dans le rapport du Secrétaire général, conformément aux objectifs principaux fixés dans mon mandat.

En ce qui concerne la deuxième question, dans sa résolution 2453 A (XXIII) en date du 20 décembre 1968, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction la décision du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'examiner, entre autres, les mesures à prendre pour prévoir des enquêtes et une assistance technique aux pays en voie de développement. Le Sous-Comité scientifique et technique, lui aussi, a reconnu que les missions d'enquête et l'envoi d'experts pouvaient aider les pays en voie de développement à tirer parti des diverses applications des techniques spatiales susceptibles de répondre à leurs besoins.

Les missions d'enquête ne peuvent être entreprises que sur la demande de pays ou de groupes de pays, en vue d'étudier les utilisations possibles de certaines techniques précises dans le cadre de situations locales. Tenant compte de ces formes d'assistance technique, ainsi que d'autres formes, le Sous-Comité a déclaré, au paragraphe 27 de son rapport sur les travaux de sa sixième session (A/AC.105/55 et Corr.1) :

"Sans vouloir s'interposer dans les procédures habituellement suivies par le PNUD pour examiner les diverses demandes d'envoi de missions d'enquête, de réunions de groupes de spécialistes ou d'octroi de bourses de perfectionnement qui lui sont adressées, le Sous-Comité tient à encourager le PNUD à prêter son assistance grâce à ces procédures et aux autres modalités qui pourraient contribuer à promouvoir les applications des techniques spatiales en ce qui concerne plus particulièrement les pays qui ne sont pas avancés en matière de recherche spatiale, notamment les pays en voie de développement, et se déclare prêt à prêter son concours en la matière..."

En ce qui concerne le rôle du PNUD, je voudrais me référer, de façon générale, à la déclaration faite, le 20 mars 1969, par le Directeur adjoint du PNUD devant le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, intitulée "Le Programme des Nations Unies pour le développement et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique". Il y a lieu de noter en particulier le passage suivant :

"Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Paul G. Hoffman, a suivi personnellement et avec un vif intérêt l'évolution de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Estimant que le PNUD doit témoigner en toute circonstance d'un esprit novateur, il a décidé que toutes les demandes d'assistance dans ce domaine émanant de gouvernements d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et relevant du mandat du PNUD seraient examinées avec bienveillance."

Il faut se féliciter de l'intérêt ainsi exprimé, et le Comité pourrait, s'il me permet de faire une suggestion, juger bon de faire figurer dans son rapport une recommandation demandant instamment aux Etats Membres de prendre en considération le rôle du PNUD lorsqu'ils recherchent une assistance financière et technique et d'utiliser au maximum toutes les possibilités que leur offrent les missions d'enquêtes et les études d'experts.

En terminant, je me dois de parler tout spécialement de la coopération et de l'aide que m'ont accordées M. Abdel-Ghani et ses collaborateurs de la Division des affaires de l'espace extra-atmosphérique. Je n'exagère nullement en disant qu'il ne m'eût pas été possible de faire ce que j'ai fait jusqu'à présent sans leur aide. Je suis très reconnaissant de la façon dont ils m'ont aidé et de la rapidité avec laquelle ils ont travaillé pour que des progrès soient réalisés dans ma sphère d'action; j'envisage avec plaisir la poursuite de nos relations.

Rapport du Secrétaire général sur la coordination des
activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace
extra-atmosphérique*

1. Au paragraphe 7 de sa résolution 2601 A (XXIV), l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction "la décision du Secrétaire général de soumettre prochainement au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique un rapport sur les dispositions prises par le Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique, compte tenu de la nécessité de coordonner au mieux les activités du Secrétariat en vue de promouvoir la coopération en matière d'utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique".
2. A cet égard, le Secrétaire général tient à signaler que dès le début des activités de l'ONU dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique, il a mis sur pied le dispositif nécessaire pour coordonner les activités du Secrétariat en la matière. Un Groupe de travail interdépartements composé des chefs des départements intéressés et placé sous la présidence du Chef de Cabinet du Secrétaire général a été créé pour coordonner les activités du Secrétariat de l'ONU. En outre, le Comité administratif de coordination a constitué un Groupe de travail de l'espace extra-atmosphérique en vue de coordonner les activités de l'ONU et des institutions spécialisées intéressées. Ce dispositif a fonctionné de façon satisfaisante et a permis d'assurer la coordination des activités dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique. On a cependant été amené à réexaminer ces arrangements en raison des problèmes complexes d'organisation qui se posent aussi bien au niveau intergouvernemental qu'au niveau du Secrétariat du fait des progrès scientifiques et techniques enregistrés récemment dans les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.
3. Tenant compte des discussions qui ont eu lieu au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et à son Sous-Comité scientifique et technique sur la question de la coordination des activités du Secrétariat dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique, le Secrétaire général a étudié la question avec l'assistance du Groupe de travail interdépartements. Il tient maintenant à faire savoir au Comité qu'il a décidé d'adopter la procédure ci-après, qui lui paraît de nature à résoudre de façon satisfaisante les problèmes de coordination que posent pour le Secrétariat les activités entreprises dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique :
 - 1) Le Groupe de travail interdépartements de l'espace extra-atmosphérique devrait créer un groupe de travail des applications spatiales composé de fonctionnaires de rang élevé représentant chacun des services de l'ONU qui s'intéressent aux applications spatiales ou qui possèdent un programme dans ce domaine. Le groupe de travail se composerait à l'origine de représentants des services suivants :

* Publié antérieurement sous la cote A/AC.105/L.55.

- a) Division de l'espace extra-atmosphérique
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil
de sécurité
- b) Division des ressources et des transports
Département des affaires économiques et sociales
- c) Bureau de la science et de la technique
Département des affaires économiques et sociales
- d) Division des questions juridiques générales
Service juridique
- e) Bureau des affaires interorganisations
- f) Division de la radio et des moyens visuels
Service de l'information
- g) Programme des Nations Unies pour le développement
- h) Bureau des services généraux

2) Le groupe de travail se réunira régulièrement, au moins une fois par mois, pour procéder à des échanges de renseignements, pour coordonner les programmes lorsque la chose est possible et pour informer le Groupe de travail interdépartements des secteurs où peuvent se poser des problèmes.

3) Tous les documents et études que le Secrétariat devra établir au nom du Secrétaire général au sujet des applications spatiales seront communiqués au Groupe de travail aux fins de consultation, de coordination ou d'information de ses membres.

4) Le spécialiste des applications des techniques spatiales nommé par le Secrétaire général représentera le Président du Groupe de travail interdépartements de l'espace extra-atmosphérique au Groupe de travail des applications spatiales.

ANNEXE IV

Titre, préambule et treize articles du projet de convention
sur la responsabilité pour les dommages causés par le
lancement d'objets dans l'espace extra-atmosphérique,
mentionné au paragraphe 43 du rapport du Comité

Les Etats Parties à la présente Convention,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt commun de l'humanité tout entière de favoriser l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Rappelant le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes,

Tenant compte de ce que, malgré les mesures de précaution que doivent prendre les Etats et les organisations internationales intergouvernementales qui se livrent au lancement d'objets spatiaux, ces objets peuvent éventuellement causer des dommages,

Reconnaissant la nécessité d'élaborer des règles et procédures internationales relatives à la responsabilité pour les dommages causés par des objets spatiaux, et à assurer, en particulier, une réparation prompte et équitable aux victimes de ces dommages,

Convaincus que l'établissement de telles règles et procédures contribuera à renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

Aux fins de la présente Convention,

- a) Le terme "dommage" désigne la perte de vies humaines, les lésions corporelles ou autres atteintes à la santé; ou la perte de biens d'Etat ou de personnes, physiques ou morales, ou de biens d'organisations internationales intergouvernementales, ou les dommages causés auxdits biens;
- b) Le terme "lancement" désigne également la tentative de lancement;
- c) L'expression "Etat de lancement" désigne :

- i) Un Etat qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet spatial;
- ii) Un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial;
- d) L'expression "objet spatial" désigne également les éléments constitutifs d'un objet spatial, ainsi que son lanceur et les éléments de ce dernier.

Article II

Un Etat de lancement est responsable de façon absolue et s'engage à verser une réparation à raison des dommages causés par son objet spatial à la surface de la Terre ou aux aéronefs en vol.

Article III

En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord d'un tel objet spatial, par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, ce dernier Etat n'est responsable que si le dommage est imputable à sa faute ou à la faute des personnes dont il doit répondre.

Article IV

1. En cas de dommage causé, ailleurs qu'à la surface de la Terre, à un objet spatial d'un Etat de lancement ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord de cet objet par un objet spatial d'un autre Etat de lancement, et en cas de dommage causé de ce fait à un Etat tiers ou à des personnes physiques ou morales relevant de lui, les deux premiers Etats sont solidairement responsables envers l'Etat tiers dans les limites indiquées ci-après :

- a) Si le dommage a été causé à l'Etat tiers à la surface de la Terre ou à un aéronef en vol, leur responsabilité envers l'Etat est absolue.
- b) Si le dommage a été causé à un objet spatial d'un Etat tiers ou à des personnes ou à des biens se trouvant à bord de cet objet, ailleurs qu'à la surface de la Terre, leur responsabilité envers l'Etat tiers est fondée sur la faute de l'un d'eux ou sur la faute de personnes dont chacun d'eux doit répondre.

2. Dans tous les cas de responsabilité solidaire prévue au paragraphe 1, la charge de la réparation à raison du dommage est répartie entre les deux premiers Etats selon la mesure dans laquelle ils étaient en faute; s'il est impossible d'établir dans quelle mesure chacun de ces Etats était en faute, la charge de la réparation est répartie entre eux de manière égale. Cette répartition ne peut porter atteinte au droit de l'Etat tiers de demander la pleine et entière réparation due aux termes de la présente Convention à l'un des Etats de lancement ou à tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables.

Article V

1. Lorsque deux ou plusieurs Etats procèdent en commun au lancement d'un objet spatial, ils sont solidairement responsables de tout dommage qui peut en résulter.

2. Un Etat de lancement qui a réparé le dommage a un droit de recours contre les autres participants au lancement en commun. Les participants au lancement en commun peuvent conclure des accords relatifs à la répartition entre eux de la charge financière pour laquelle ils sont solidairement responsables. Lesdits accords ne doivent pas porter atteinte au droit d'un Etat auquel a été causé un dommage de chercher à obtenir de l'un quelconque des Etats de lancement ou de tous les Etats de lancement qui sont solidairement responsables, la pleine et entière réparation due en vertu de la présente Convention.

3. Un Etat dont le territoire ou les installations servent au lancement d'un objet spatial est réputé participant à un lancement commun.

Article VI

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, un Etat de lancement est exonéré de la responsabilité absolue dans la mesure où il établit que le dommage résulte, en totalité ou en partie, d'une faute lourde ou d'un acte ou d'une omission commis dans l'intention de provoquer un dommage, de la part d'un Etat qui présente une demande en réparation ou des personnes physiques ou morales que ce dernier Etat représente.

2. Aucune exonération, quelle qu'elle soit, n'est admise dans les cas où le dommage résulte d'activités d'un Etat de lancement qui ne sont pas conformes au droit international, y compris, en particulier, à la Charte des Nations Unies et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

Article VII

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas au dommage causé par un objet spatial d'un Etat de lancement :

- a) Aux ressortissants de cet Etat de lancement;
- b) Aux ressortissants étrangers pendant qu'ils participent aux opérations de fonctionnement de cet objet spatial à partir du moment de son lancement ou à une phase ultérieure quelconque jusqu'à sa chute, ou pendant qu'ils se trouvent à proximité immédiate d'une zone envisagée comme devant servir au lancement ou à la récupération, à la suite d'une invitation de cet Etat de lancement.

Article VIII

A moins que l'Etat qui présente la demande en réparation et l'Etat qui est tenu de réparer en vertu de la présente Convention ne conviennent d'un autre mode de réparation, le montant de l'indemnité est payé dans la monnaie de l'Etat qui demande réparation ou, à la demande de celui-ci, dans la monnaie de l'Etat qui est tenu de réparer le dommage.

Article IX

1. Un Etat qui subit un dommage ou dont des personnes physiques ou morales subissent un dommage peut présenter une demande en réparation pour ledit dommage à un Etat de lancement qui est responsable.

2. Si l'Etat de nationalité n'a pas présenté de demande en réparation, ou n'a pas pu identifier l'Etat de lancement qui est responsable, un autre Etat peut, à raison d'un dommage subi sur son territoire par une personne physique ou morale, présenter une demande à un Etat de lancement.

3. Si ni l'Etat de nationalité ni l'Etat sur le territoire duquel le dommage a été subi n'ont présenté de demande ou notifié leur intention de présenter une demande, un autre Etat peut, à raison du dommage subi par ses résidents permanents, présenter une demande à un Etat de lancement.

4. Aucune demande en réparation ne peut être présentée en vertu de la présente Convention à un Etat de lancement pour le compte de ressortissants de cet Etat.

Article X

La demande en réparation est présentée à l'Etat de lancement par la voie diplomatique. Tout Etat qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec cet Etat de lancement peut prier un Etat tiers de présenter sa demande et de représenter de toute autre manière ses intérêts en vertu de la présente Convention auprès de cet Etat de lancement.

Article XI

1. La demande en réparation peut être présentée à l'Etat de lancement dans le délai d'un an à compter de la date de la survenance du dommage ou de l'identification de l'Etat de lancement.

2. Si toutefois un Etat n'a pas connaissance du fait que le dommage s'est produit ou n'a pas pu identifier l'Etat de lancement, sa demande est recevable dans l'année qui suit la date à laquelle il prend connaissance des faits susmentionnés; toutefois, le délai ne saurait en aucun cas dépasser une année à compter de la date à laquelle l'Etat, agissant avec toute diligence, pouvait raisonnablement être censé avoir eu connaissance des faits.

3. Les délais précisés aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent même si l'étendue du dommage n'est pas exactement connue. En pareil cas, toutefois, l'Etat qui présente la demande en réparation a le droit de réviser sa demande et de présenter des pièces additionnelles au-delà du délai précisé, jusqu'à expiration d'un délai d'un an à compter du moment où l'étendue du dommage est exactement connue.

Article XII

1. La présentation d'une demande en réparation à l'Etat de lancement en vertu de la présente Convention n'exige pas l'épuisement préalable des recours internes qui seraient ouverts à l'Etat qui présente la demande ou aux personnes physiques ou morales dont il représente les intérêts.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'empêche un Etat ou une personne physique ou morale qu'il peut représenter de former une demande auprès des instances juridictionnelles ou auprès des organes administratifs d'un Etat de lancement. Toutefois, un Etat n'a pas le droit de présenter une demande en vertu de la présente Convention à raison des dommages pour lesquels une demande est déjà introduite auprès des instances juridictionnelles ou auprès des organes administratifs d'un Etat de lancement, ni en application d'un autre accord international par lequel les Etats intéressés seraient liés.

Article XIII

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Etats de conclure des accords internationaux confirmant, complétant ou développant ses dispositions.

ANNEXE V

LISTE DES PARTICIPANTS

Reprise de la treizième session du Comité des utilisations
pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Président : S. E. l'Ambassadeur Heinrich Haymerle (Autriche)

ARGENTINE

Représentant

M. Ernesto de La Guardia
Ministre plénipotentiaire

Suppléant

M. Guillermo J. McGough
Secrétaire d'Ambassade

Conseiller

M. Orlando R. Rebagliati
Secrétaire d'Ambassade

AUSTRALIE

Représentant

S. E. sir Laurence McIntyre, C.B.E.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléant

M. H. C. Mott
Premier Secrétaire
Mission permanente

AUTRICHE

Représentant

M. Alexander Christiani
Secrétaire de légation

BELGIQUE

Représentant

M. Michel Van Ussel

Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléants

M. André J. Vranken

Inspecteur général

Ministère des affaires étrangères

Bruxelles

M. Jan Debergh

Conseiller

Mission permanente

New York

BRESIL

Chef de la délégation

S. E. M. João Augusto de Araujo Castro

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

Représentant

M. Celso Antônio de Souza e Silva

Ministre plénipotentiaire

Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléant

M. José Bonifacio Lourenço de Andrada

Premier Secrétaire d'Ambassade

Conseiller

M. Ronaldo Mota Sardenberg

Deuxième Secrétaire d'Ambassade

BULGARIE

Représentant

M. Dimitar T. Kostov

Deuxième Secrétaire

Mission permanente

CANADA

Représentant

M. P. A. Bissonnette
Sous-Secrétaire adjoint et Conseiller juridique
Département des affaires extérieures

Suppléants

M. D. C. Reece
Ministre
Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. R. S. Rettie
Secrétariat de la science
Bureau du Conseil privé

M. Charles Dalfen
Conseiller juridique
Département des communications

Conseillers

M. Lyon Weidman
Conseiller
Mission permanente

M. L. S. Clark
Division juridique
Département des affaires extérieures

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Représentant

M. Ward P. Allen
Sous-Secrétaire adjoint aux affaires concernant les organisations
internationales
Département d'Etat

Suppléants

M. Arnold W. Frutkin
Administrateur adjoint du Bureau des affaires internationales
Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace

M. Herbert K. Reis
Conseiller juridique adjoint pour les affaires de l'Organisation
des Nations Unies
Département d'Etat

M. Peter S. Thacher
Conseiller pour la science, la technique et le milieu
Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

Conseillers

M. Oscar E. Anderson

Directeur de la Division des organisations internationales
Bureau des affaires internationales
Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace

M. Richard G. Brown

Bureau des affaires politiques concernant l'Organisation des Nations Unies
Département d'Etat

M. Edward M. Risley

Office de la limitation des armements et du désarmement

M. Morris Rothenberg

Directeur adjoint du Bureau des affaires politiques concernant
l'Organisation des Nations Unies
Département d'Etat

M. A. Reynolds Smith

Conseiller pour les affaires politiques et de sécurité
Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

FRANCE

Représentant

S. E. M. Jacques Kosciusko-Morizet

Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Suppléants

M. Jean-Félix Charvet

Conseiller à la Direction des affaires juridiques

M. Alain Dejammet

Secrétaire d'Ambassade

HONGRIE

Représentants

M. József Tardos

Conseiller

Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Gyula Budai

Deuxième Secrétaire

Mission permanente

INDE

Représentant

M. S. M. S. Chadha

Premier Secrétaire

Mission permanente

IRAN

Représentant

M. Davoud Hermidas Bavand
Troisième secrétaire
Mission permanente

ITALIE

Représentant

S. E. l'Ambassadeur Piero Vinci
Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléant

M. Giovanni Migliuolo
Ministre conseiller
Mission permanente

Conseillers

M. Enzo Castelle
Ingénieur à la RAI

M. Franco Emilio Fiorio
Conseiller scientifique
Ambassade d'Italie, Washington D.C.

M. Giorgio Salvatori
Ingénieur à la Société Telespazio

M. Massimo Trella
Ministère de la recherche scientifique

M. Mario Vittorio Zamboni
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

JAPON

Représentant

M. Nagao Yoshida
Ministre
Mission permanente

Suppléant

M. Hisashi Owada
Premier Secrétaire
Mission permanente

Conseiller

M. Kawakami
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

LIBAN

Représentant

M. Samir Mobarak
Attaché
Mission permanente

MAROC

Représentant

M. Jaafar Charkaoui
Premier Secrétaire
Mission permanente

MEXIQUE

Représentant

M. Carlos Elizondo Alcaraz
Secrétaire de la Commission nationale de l'espace extra-atmosphérique
Ministère des communications et des transports

Suppléant

M. José Luis Vallarta
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

MONGOLIE

Représentant

M. Narkhuu Tsogtyn
Troisième Secrétaire
Mission permanente

POLOGNE

Représentant

S. E. l'Ambassadeur Eugeniusz Kulaga
Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Suppléant

M. Henryk Mikucki
Premier Secrétaire
Mission permanente

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Représentant

S.E. M. Mohammed Hassan El-Zayyat
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Suppléants

M. Mahmoud K. Mohamed Kassem
Conseiller
Mission permanente

M. Hamdy Mohamed Ibrahim Nada
Troisième Secrétaire
Mission permanente

ROUMANIE

Représentant

S. E. M. Gheorghe Diaconescu
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléants

M. Nicolae Micu
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

M. Traian Chebeleu
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Représentant

S. E. Frederick A. Warner, C.M.G.
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suppléants

M. K. D. Jamieson, C.M.G.

M. J. R. Freeland
Conseiller juridique

Conseiller

M. Nigel C. R. Williams
Premier Secrétaire

SIERRA LEONE

Représentant

M. Shekou Touray
Deuxième Secrétaire
Mission permanente

SUEDE

Représentants

S. E. M. Sverker Aström
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

S. E. M. Olof Rydbeck
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Suppléant

M. Björn Skala
Secrétaire d'Ambassade

Conseiller

M. Ulf Hjertonsson
Secrétaire d'Ambassade

TCHECOSLOVAQUIE

Représentant

M. Ilja Hulinský
Premier Secrétaire
Mission permanente

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Représentant

M. Alexander Piradov
Académie des sciences de l'URSS

Suppléant

M. Yuri Rybakov
Conseiller
Mission permanente

Conseillers

M. August Rubanov
Académie des sciences de l'URSS
M. Vladimir Vertogradov
Ministère des affaires étrangères

Institutions spécialisées

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

M. W. J. Knight
Fonctionnaire de l'information

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

M. Donald W. Woodward
Directeur du Bureau de liaison de la FAO avec l'ONU
M. Morris A. Greene
Directeur adjoint du Bureau de liaison de la FAO avec l'ONU
M. M. Garvey Laurent
Fonctionnaire chargé de la liaison
M. Bertram Husch
Chef de la Section des inventaires des ressources forestières
FAO, Rome

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)

M. Victor Nikolsky
Fonctionnaire chargé de la liaison

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)

Dr R. L. Coigney
Directeur du Bureau de liaison de l'OMS avec l'ONU
Dr R. M. Malan
Responsable de la liaison pour les questions médicales

UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (UIT)

M. Richard Butler
Vice-Secrétaire général

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)

M. A. W. Johnson

M. Bernard Zavos

M. Louis Harmantas

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)

M. Lev Issaev

Directeur du Bureau de liaison de l'AIEA à New York

M. Robert Najjar

SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

M. A. H. Abdel-Ghani

Secrétaire du Comité

M. Humberto Ricciardi

Spécialiste des applications des techniques spatiales

Division de l'espace extra-atmosphérique

M. M. Robinson

M. A. Padang

M. E. Elshin

M. N. Jasentuliyana

M. O. Ogunbanwo

Service juridique

Mlle Kwen Chen

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
